

Agenda social 2025 : cap sur les défis démographiques et l'intégration des contractuels

Transmis le 25 mars 2025 par Laurent Marcangeli, dix jours après la réunion multilatérale du 18 mars, le document-cadre de l'agenda social 2025 trace les grandes orientations du dialogue social dans la fonction publique pour l'année à venir. Bien que synthétique et peu précis quant aux moyens concrets et au calendrier, ce texte présente l'intérêt d'introduire deux thématiques inédites appelées à structurer durablement les échanges : les enjeux démographiques et la situation des personnels contractuels. Ces deux sujets revêtent une importance particulière dans le contexte actuel, marqué d'une part par le vieillissement accéléré des effectifs et les tensions sur le recrutement, et d'autre part par le recours croissant aux agents non titulaires. Ces axes apparaissent ainsi fondamentaux pour penser l'évolution de la fonction publique à l'horizon 2050.

Anticiper le vieillissement : une réponse attendue aux enjeux démographiques

Le document souligne la nécessité de mieux intégrer les dynamiques démographiques qui affectent l'ensemble des trois versants de la fonction publique (d'État, territoriale et hospitalière). Vieillesse des effectifs, vagues de départs à la retraite dans les années à venir, difficultés de recrutement dans certains métiers ou territoires : autant de signaux faibles devenus préoccupations majeures.

L'inscription de cette problématique à l'agenda social témoigne de la volonté du ministère d'adopter une approche prospective dans la gestion des ressources humaines publiques. Cela implique de repenser les politiques de formation, de mobilité, d'amélioration des conditions de travail et de valorisation des compétences, par exemple en renforçant les dispositifs de seconde partie de carrière pour les agents seniors, ou en généralisant les plans de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) adaptés aux besoins territoriaux. Pour faire face au double défi de l'attractivité des métiers et du maintien en emploi des agents expérimentés.

Les personnels contractuels : vers une politique plus inclusive et équitable

La reconnaissance explicite des personnels contractuels au sein de l'agenda social 2025 reflète une évolution structurelle de l'emploi public : près d'un agent sur cinq est aujourd'hui contractuel. Cette réalité, souvent liée aux tensions sur les recrutements et aux besoins de flexibilité exprimés par les employeurs publics, soulève plusieurs enjeux majeurs :

- améliorer les conditions d'emploi et de travail de ces agents ;
- lutter contre la précarité, notamment les contrats courts et leur renouvellement abusif ;
- clarifier les perspectives de carrière, les droits à la formation, les passerelles de titularisation ;
- favoriser une convergence équitable avec le statut des agents titulaires, dans une logique de justice sociale.

Le dialogue social devra ainsi tracer la voie d'une politique de gestion des contractuels plus transparente, plus cohérente, mais sans altérer l'équilibre du statut général de la fonction publique. Le défi est de taille : il s'agit à la fois de sécuriser les parcours individuels — en offrant par exemple des perspectives de contractualisation durable, un meilleur accès à la formation continue, ou des passerelles vers la titularisation — et de renforcer la cohésion collective au sein des équipes.

Une ambition posée, une mise en œuvre encore incertaine

L'ajout de ces deux nouvelles thématiques constitue une avancée dans la prise en compte des réalités humaines et organisationnelles de la fonction publique. Il traduit une volonté d'adaptation face aux mutations structurelles à l'œuvre. Toutefois, la portée de cet agenda dépendra fortement de la capacité du gouvernement à traduire ces orientations en actes concrets, en lançant par exemple des expérimentations territoriales, en publiant un calendrier de négociations thématiques ou en engageant des enveloppes budgétaires ciblées dès la loi de finances 2026.

Un dialogue social sincère, structuré autour d'objectifs clairs, adossé à un calendrier crédible et soutenu par des ressources suffisantes, sera indispensable pour faire de ces ambitions une réalité.

WWW.SAFPT.ORG

Libre-Autonomie-Indépendant

Droits

Obligation

Défense

Information